



BRANCHE	SECTION(S)	ÉPREUVE ÉCRITE
Économie politique	CG	Durée de l'épreuve : 2h Date de l'épreuve : 15 octobre 2020

I. L'État – rôle économique et social **20 points**

1) La politique budgétaire conjoncturelle

- a) Présentez, de manière générale, le principe d'une politique budgétaire conjoncturelle (graphique à l'appui) ! Précisez quels sont les instruments de cette politique budgétaire ? (4)
- b) Quels sont les buts visés par les deux formes d'une politique budgétaire conjoncturelle ? (3)

2) Les recettes budgétaires

- a) Les recettes courantes : La répartition entre impôt direct et indirect constitue un choix politique. Expliquez ! (2)
- b) Présentez les recettes des opérations financières ! (3)

3) Supposons une économie fermée, avec intervention de l'État, aux équations de comportement suivantes : (8)

$$C = 0,7 Y_d + 450$$

$$I_0 = 720$$

$$G = 0,12 Y + 500$$

$$T = 0,2 Y$$

- a) Déterminez le revenu national d'équilibre ! (4)
- b) Déterminez le solde budgétaire ! Commentez votre résultat ! (2)
- c) Le gouvernement décide d'augmenter les dépenses gouvernementales autonomes de 50. Quel sera le niveau du nouveau revenu national d'équilibre ? (2)

II. Emploi et chômage **14 points**

- 1) L'incidence du progrès technologique sur le chômage est sujet de controverses. Expliquez ! (4)
- 2) Décrivez le lien entre chômage et inflation (graphique à l'appui) ! (10)

III. Théorie de la croissance **16 points**

- 1) Définissez le terme de « croissance économique » ! Comparez-le avec les termes d'expansion et de développement ! (6)
- 2) Présentez les différentes phases d'un cycle économique ! Illustrez-les à l'aide d'un graphique ! (10)

IV. Question de réflexion

10 points

Le 12 septembre dernier, Mario Draghi¹, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a rendu publiques de nouvelles mesures, les dernières de son mandat, pour soutenir l'activité dans une zone euro dont l'économie est de nouveau en train de flancher. Et singulièrement celle de l'Allemagne, entrée en récession. Ces annonces ont pourtant suscité un tollé² chez nos voisins, de longue date critiques à l'égard de la BCE. (...)

Nos voisins n'ont pas tort de critiquer la politique de la BCE. Elle pénalise l'épargne populaire tout en poussant les prix des actions et de l'immobilier à la hausse. Ce qui favorise surtout les très riches et les spéculateurs sur les marchés financiers. Certes, elle soutient aussi l'activité, mais d'une manière totalement indiscriminée³ (...). Mais la zone euro n'a pas eu d'autre choix pour assurer sa survie. Parce que le gouvernement allemand, soutenu sur ce plan par son opinion publique, a imposé, avec quelques autres, des politiques budgétaires très restrictives partout en Europe, avec notamment le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de 2011.

Ainsi que des politiques du marché du travail déflationnistes inspirées des réformes du chancelier Gerhard Schröder au début des années 2000. Ces politiques ont empêché l'économie européenne de se redresser, freinant le désendettement public et privé, tout en frappant en priorité les pauvres et les classes moyennes. Un cocktail toxique qui, sans surprise, a fait monter partout le populisme et l'eurosepticisme.

Si nos amis allemands ne veulent plus de la politique monétaire à la Draghi, sont-ils prêts à renoncer à l'austérité budgétaire permanente et à la course au moins-disant social⁴ généralisée ? *That is the question.* Le débat évolue à ce sujet outre-Rhin sous la pression de la dégradation des infrastructures du pays, des dégâts politiques et sociaux liés à la montée des inégalités et de la prise de conscience croissante de l'urgence climatique. Mais l'Allemagne reste un paquebot qui vire très lentement. Une course de vitesse est engagée avec l'économie européenne qui cale et la crise sociale et politique qui s'approfondit.

Source : La question allemande, Guillaume Duval, Alternatives Économiques n°394, octobre 2019

- 1) Quelle est la politique menée actuellement par la BCE ? Quelles sont en général les limites d'une telle politique ? (3)
- 2) « *Mais la zone euro n'a pas eu d'autre choix pour assurer sa survie.* ». Pourquoi, selon l'auteur du texte, la BCE a dû intervenir et opter pour une telle politique monétaire ? (2)
- 3) Identifiez les effets d'une telle politique monétaire notamment pour les particuliers ! (2)
- 4) L'austérité budgétaire menée par l'Allemagne a eu des répercussions politiques, économiques et sociales négatives pour ses citoyens. Identifiez-en deux et expliquez le lien entre la politique menée et ces répercussions ! (3)

¹ Mario Draghi fut remplacé à la tête de la BCE au 1^{er} novembre 2019 par Christine Lagarde.

² Cri d'indignation, réclamation pleine de colère.

³ qui n'exerce aucune forme de discrimination.

⁴ Pratique consistant, pour un État, à adopter une législation sociale moins contraignante que celle d'États concurrents afin de maintenir les coûts de revient des producteurs à un bas niveau et d'attirer les investissements étrangers. ... On trouve aussi l'expression « dumping social ».